

Pour un futur socio-économique solidaire.

Généralités

Il faut arriver à organiser les nouveaux marchés de l'emploi.

Il faut leurs apporter des règles qui s'inscrivent, à droits égaux, dans les réglementations existantes au niveau des politiques de l'emploi en vigueur.

Les syndicats, l'un des acteurs garant de l'Etat social, peuvent contribuer concrètement à cette démarche, dont le but sera d'éviter le scindement de nos sociétés en deux groupes de citoyens différents, les actifs et les dépendants.

En ce sens, il s'agira tout d'abord de redresser l'évolution dangereuse du système actuel d'Etat providence qui risque de devenir un terrain optimal pour l'installation d'un régime ultra libéral.

Ne nous trompons pas. Tout en maintenant et en stabilisant les mesures sociales faisant fonction dans nos sociétés, il faudra se méfier de l'élargissement du champ des actions sociales correctives pour arriver à panser les plaies dues à l'épanouissement d'une économie de marché libéré d'un maximum de contraintes.

Essayons plutôt de mettre l'accent sur une vision élargie des interactions possible entre l'Etat providence classique, l'économie ou le capitalisme pluriel et l'émanation d'un secteur socio-économique moderne.

Ce secteur ne doit être un « secteur subventionné » que passagèrement et de manière fragmentée, c'est-à-dire en aidant dans le temps des initiatives précises, qui émanent des aspirations légitimes des citoyens, et qui recherchent eux-mêmes des formes de partenariat et d'intégration. Le soutien du côté de l'Etat et du côté de l'économie de marché sera, évidemment, nécessaire pour donner forme et contenu à ces nouvelles activités.

Ces activités devront, par conséquent, arriver à s'intégrer dans les échanges courants et fonctionner en tant que valeurs acceptées, pour pouvoir contribuer ainsi à l'évolution de la société.

Cette vision et ces stratégies se différencient nettement des concepts de la mise en place ferme d'un troisième secteur ou bien des aspirations de l'économie sociale traditionnelle, qui tous les deux risquent de se retrouver en dépendance éternelle envers l'Etat, pour ce qui est des subventions financières, et envers l'économie de marché, pour ce qui est de l'attribution de niches d'activités ou de débouchés en termes d'emplois.

Le résultat sera d'avoir construit un secteur d'insertion sociale par l'activité économique, en l'occurrence, un espace économique intermédiaire au service d'une politique sociale en fin de parcours et de moyens de faisabilité, et au service d'une économie de marché à la recherche d'une logique capitaliste déchaînée, ayant comme seule vocation de combler le gouffre ainsi provoqué.

Il est évident qu'une telle description nous mène directement dans une situation sociétale où l'on retrouvera une population qui se compose de possédants d'une part et de dépendants de l'autre. Une situation, pour laquelle la pensée néo-libéraliste nous propose l'introduction d'un revenu individuel (Bürgergeld) et d'un deuxième marché de l'« emploi protégé », qui servira aux besoins de l'économie dominante comme étant une source d'alimentation constante, facile et sans droits réels.

Pour éviter ces pièges, il faudra d'abord s'appuyer sur deux données, à savoir :

Premièrement, reconnaître les limites de l'Etat providence sous sa forme actuelle.

Deuxièmement, accepter la dominance du système capitaliste comme organisateur de nos économies.

Si nous voulons conserver les acquis de l'Etat providence, les solutions seront à chercher du côté de l'organisation économique.

Par déduction, l'on peut dire alors que si le capitalisme ne doit pas forcément être une mauvaise construction en soi, il faudra différencier entre les potentialités extrêmes qu'il peut représenter, c'est-à-dire, l'ultra-libéralisme d'un côté et le capitalisme pluriel de l'autre.

Il s'ensuit qu'actuellement, les mesures concrètes à imaginer doivent faire partie d'une réflexion profonde sur les potentialités que peut apporter un capitalisme pluriel (qui, sous l'une ou l'autre forme, peut être décrit dans le passé) au niveau d'une organisation économique, et ensuite voir comment de nouveaux acteurs peuvent créer les nouveaux secteurs d'activités et la création de l'emploi y afférent.

Le rôle des syndicats

Si l'on considère la portée importante de ces visions politiques au niveau de l'organisation de nos sociétés, et l'impact immédiat qu'elle a sur les questions concernant le monde du travail, on peut être étonné de la place modeste qu'on alloue dans la littérature spécialisée, relative au sujet, au mouvement syndicaliste.

Le syndicalisme, sous sa forme actuelle, peut être considéré comme un phénomène relativement récent, néanmoins, sa place dans la discussion socio-économique et politique d'aujourd'hui est un acquis, et les responsabilités qui sont assumées par ces organismes en sont la preuve.

Mais le futur du mouvement dépendra certainement de son adaptation aux nouveaux défis posés par les changements sociétaux, et ce tout d'abord, aux moyens qu'il sera capable de développer pour contrecarrer une situation où les questions du devenir du travail rémunéré sont posées et les nouveaux domaines d'activités et les nouveaux marchés de l'emploi à inventer.

OGB-L et OPE

Dans un tel contexte, la collaboration de OGB-L et OPE a été très fructueuse et en tout cas un modèle absolument innovateur. Il faudrait continuer sur cette lancée.

D'autre part le modèle OPE a fait ses preuves et son succès est incontestable. Encore faut-il que le modèle puisse trouver sa place dans l'environnement socio-économique existant.

L'OGB-L peut contribuer de manière efficace à cette évolution.

Seulement il lui faudra faire un choix.

Ou bien, l'OGB-L prend l'initiative de soutenir l'idée de l'Economie Solidaire, qui justement recherche ce nouveau équilibre entre une économie plurielle et les nouvelles initiatives d'activités économiques naissantes, une direction qui, certainement, demande un effort considérable en termes de sensibilisation et de force de persuasion et où les résultats seront, ni à attendre à court termes, ni à intégrer dans des schémas classiques de la construction socio-économique actuelle.

Ou bien, l'OGB-L défend plutôt une approche, certes plus commode, où il s'engagera dans la construction d'un cadre qui permet au « troisième secteur » ou à l'« économie sociale traditionnelle » de pouvoir se déployer encore plus, et il rentrera finalement dans le jeu favorisant les ambitions néo-libéralistes.

S'il faut de nouvelles règles ou de nouveaux cadres pour pouvoir avancer dans la démarche d'une économie solidaire, cela ne veut pas dire que certains instruments, et qui ont fait leurs preuves, ne soient pas adaptées à accompagner et à soutenir de manière efficace les initiatives.

Le système des Convention Collectives est certainement l'un de ces instruments, et il l'est d'autant plus en se rappelant que c'est justement le modèle des conventions collectives qui est en train d'être combattu avec toutes les forces par le courant néolibéraliste.

En ce sens, prévoir la venue massive des nouveaux marchés de l'emploi qui demandent par conséquent un nouveau type de salariés, éviter leur affectation dans un secteur clos d'opérateurs de petits boulots, et organiser ainsi la nouvelle pauvreté, devrait être tout naturellement l'une des préoccupations principales d'un syndicat préparant l'avenir.

La proposition d'une « convention collective de travail pour les travailleurs du réseau socio-économique OPE » va résolument dans la direction d'une « mise à l'abri » des travailleurs actuellement engagés, aussi bien par la maison mère que par les autres travailleurs, engagés dans les différentes initiatives.

Elle propage ainsi un élément respectable qui décrit toute la pensée solidaire voulue, qui est la considération de tous les salariés dans une même convention. Le système classique (appliqué partout au niveau des projets du troisième système) prévoyait et prévoit toujours un scindement des personnes concernées en deux camps différents. Les encadrants, donc ceux qui ont une situation réglée et reconnue, et les encadrés, donc ceux qui rampent sur un deuxième marché de l'emploi et qui n'ont ni de vraies obligations, ni des droits qui soient du moins décents.

Au Luxembourg

En appui de toutes ces réflexions, il est important de prendre en considération également l'environnement socio-politique au Luxembourg.

En effet, par tradition, le travail social, et de nos temps le travail socio-économique, a toujours été un fief du mouvement chrétien. Cela dit, il ne s'agira pas de commenter tous les efforts fournis par ce mouvement, ni de discuter des valeurs inhérentes à leurs actions, mais de constater que le mouvement, certainement idéologique, peut s'appuyer sur un entourage qui lui est favorable et le réconforte dans ses actions.

La question est plutôt, s'il existe un lobby similaire au niveau du monde laïque, garant d'un certain réconfort et qui soit un forum de propagation et de soutien.

Les forces politiques conservatrices remplissent certainement leur rôle dans le contexte ici proposé, il n'en est de rien quant à l'engagement des forces politiques d'une gauche progressiste.